

## Appui de 240 millions de dollars des Nations unies au Burundi

PANA, 18/04/2009 Bujumbura, Burundi - Le coordonnateur résident du système des Nations unies au Burundi, Youssef Mahmoud, et le ministre burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale, Augustin Nsanza, ont procédé samedi, à la signature officielle d'une stratégie intégrée d'appui des Nations unies au Burundi, d'un montant de 240 millions de dollars US, sur la période 2010-2014. Le programme portera essentiellement sur la consolidation de la paix, la planification stratégique et la coordination, le relèvement communautaire, la conciliation, la promotion et la protection des droits humains, ainsi que la gouvernance démocratique, a précisé le diplomate onusien. Une attention particulière sera réservée aux questions transversales tels que le genre, le VIH/SIDA, la lutte contre l'exclusion et la réduction des inégalités, ainsi que la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, selon la même source. Les Nations unies entendent ainsi contribuer aux priorités nationales telles que reflétées dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) et le Cadre stratégique de consolidation de la paix (CSCP), a souligné M. Mahmoud. "La stratégie tient en outre compte des avantages comparatifs des Nations unies des défis actuels générés par les dynamiques mondiales et régionales et permettra au système des Nations unies d'inscrire sa planification dans un cycle normal à moyen terme après une phase marquée par les interventions d'urgence", a-t-il poursuivi. Le chef de la diplomatie burundaise, de son côté, a fortement loué les efforts constants des Nations unies dans le rétablissement, la consolidation de la paix, la reconstruction et la relance du développement socio-économique mis à mal par plus d'une décennie de guerre civile au Burundi. L'action la plus remarquable des Nations unies reste le déploiement de quelque 5.600 Casques bleus d'une cinquantaine de nationalités différentes en charge de faire respecter l'accord global de cessez-le-feu de 2003 entre le pouvoir central et la rébellion. L'opération militaire des Nations unies au Burundi (ONUB) a été dotée d'un mandat après avoir aidé à sécuriser les premières élections générales post-conflit de 2005. Un bureau des Nations unies au Burundi (BINUB) a ensuite pris le relais pour aider à la consolidation de la paix au Burundi par une série d'initiatives, notamment le dialogue national inclusif.